

vendu qu'à 32 pays ou quelque chose d'approchant. Nous avons vendu 17 millions de boisseaux de farine et de blé à Cuba il y a deux ans, mais aucun représentant de la Commission du blé ne s'est rendu à Cuba l'année suivante pour savoir quelle était la qualité du blé et de la farine, si les moyens de transport étaient satisfaisants et si le prix—les Russes faisaient les frais—était convenable. La Commission du blé s'est contentée de dire qu'elle ne voulait pas s'immiscer dans les affaires des Russes.

Il y a exactement une semaine aujourd'hui, des gens qui vendaient des Holstein ont diné avec Castro. Ces gens sont de Woodstock et mon honorable ami sait de qui il s'agit. C'est ainsi qu'il faut se prendre pour vendre des bestiaux. Et c'est aussi de cette façon qu'on peut vendre du blé.

Des voix: Bravo!

M. Whicher: Nous vendons du blé non seulement à Cuba mais dans le monde entier. Je n'aime pas entendre dire que l'Argentine ou les États-Unis vendent plus que nous. Les États-Unis ne vendent pas de blé aux pays communistes. Sans nos ventes de blé à la Russie, à la Chine, à Cuba, à la Pologne, à la Roumanie et à d'autres pays, nous pourrions être forcés de suspendre la production de blé pour les dix prochaines années.

A mon avis, la Commission canadienne du blé n'a pas fait ce qu'il fallait pour écouler notre blé. Si quelqu'un baisse le prix du blé d'un cent le boisseau, la Commission du blé n'envoie pas un télégramme à Ottawa mais une lettre pour demander l'autorisation de réduire le prix de deux cents et soutenir la concurrence. La lettre prend probablement deux semaines à parvenir à destination, car avant que nous puissions conclure la vente, la France ou quelque autre pays s'en mêle. Considérant la situation actuelle, mon opinion comme député de l'Est est que le gouvernement a au moins fait un bel effort en montrant qu'il tente de venir en aide aux fermiers de l'Ouest.

Des voix: Oh, oh!

M. Whicher: Monsieur l'Orateur, j'ai déjà été insulté, par des experts; les députés à ma gauche ne me dérangent pas du tout parce que je ne les considère pas comme des experts. Ce que je voulais dire, c'est que la majorité des fermiers de l'Ouest admettront qu'enfin le gouvernement tente au moins de les aider.

Je voudrais lancer un défi aux deux ministres qui s'entretiennent de l'autre côté de la Chambre. Comme député de l'Est, je suis tout à fait d'accord avec la décision d'injecter cent millions de dollars dans l'économie agricole de l'Ouest pour essayer de sauver l'industrie du blé. Si nos amis les citadins ou ces journalistes qui écrivent des contes de fées sans hésiter trouvent à redire parce qu'on a donné cette forte somme aux fermiers de l'Ouest—c'est une forte somme, en effet—qu'ils se rappellent que le blé et le grain constituent la matière de l'industrie agricole de l'Ouest canadien et que, à titre de Canadiens, nous ne pouvons pas laisser périlcliter l'Ouest.

Je tiens donc à bien préciser que je suis en faveur de l'octroi de ces fonds à l'Ouest du Canada. Je dis cependant aux ministres fédéraux: n'oubliez pas qu'il existe au Canada d'autres secteurs de l'agriculture, dont l'industrie laitière. J'espère avoir la sympathie de mes amis de l'Ouest quand je dis que s'il est possible d'injecter 100 millions de dollars dans l'économie de l'Ouest, si on peut les faire apparaître comme par magie—ils ne figurent pas actuellement au budget, ni dans le document par lequel le ministre amputait de 10 millions la subvention à l'industrie laitière—le ministre peut faire apparaître de même 10 millions pour aider les producteurs laitiers de l'Ontario et du Québec.

L'aide à l'agriculture n'est pas une voie à sens unique. J'espère que les députés de l'Ontario et du Québec qui ne sont pas ici ce soir liront tout au moins ce que je viens de dire, même s'ils ne sont pas d'accord avec moi; mais j'enjoins les ministres fédéraux qui viennent du Québec et de l'Ontario de défendre ceux de chez nous. Nous défendons ce soir les intérêts des agriculteurs de l'Ouest. Défendons aussi ceux des producteurs de lait des provinces du Québec et de l'Ontario, ainsi que ceux de l'Ouest dont nous achetons le lait.

Personne ne nous a dit d'où l'on tirera les cent millions. Je le sais: 41 p. 100 viendront de l'Ontario, cela est certain. Je dis aux ministres de l'Ontario et du Québec qu'en venant à l'aide des agriculteurs de l'Ouest, ils doivent se rappeler qu'il y a aussi beaucoup d'agriculteurs dans les campagnes de leurs propres provinces. Au lieu de se carrer dans leurs fauteuils, que les ministres combattent pour eux.

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, les membres de la Chambre ont déjà eu l'expérience de tirades du genre de celle que nous venons tout juste d'entendre de